

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Bilan>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau
en action > Campagnes et mobilisations nationales > Archives campagnes > Campagnes et mobilisations 2009 > Fermons Fessenheim
et Sortons du nucléaire > **Bilan**

3 octobre 2009

Bilan

03/10/2009 : Communiqué - Réseau Sortir du nucléaire Belle réussite avec plus de 10 000 manifestants mais la police perturbe gravement le rassemblement

- Beaucoup de manifestants sont bloqués hors de la ville
- Avec plus de 10 000 manifestants, la mobilisation antinucléaire est néanmoins très réussie
- Une fois de plus, les autorités françaises bafouent la démocratie
- La question de la prolongation ou de l'arrêt des réacteurs nucléaires est posée

Le Réseau "Sortir du nucléaire" se félicite de la réussite de la mobilisation antinucléaire à Colmar, avec plus de 10 000 manifestants pour la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, la plus vieille et une des plus dangereuses de France. Des débats ont lieu ce samedi soir et demain dimanche à propos des différents problèmes causés par l'industrie nucléaire : accidents, déchets radioactifs, fuites d'uranium, prolifération, etc...

Par contre, le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce avec force les manoeuvres injustifiables des autorités : à 15h30, le rassemblement est scindé en plusieurs tronçons et, pire, de très nombreux manifestants ont été bloqués à l'extérieur de la ville et en particulier aux frontières pour les manifestants allemands et suisses.

Les autorités (mairie, préfecture) n'ont pas réussi à démobiliser les citoyens qui se sont donc exprimés de façon parfaitement démocratique et pacifique : une fois de plus, ce sont les antinucléaires qui ont fait preuve de responsabilité et les tenants du nucléaire qui tenté de porter tort à la démocratie.

Pourtant, les raisons de fermer la centrale nucléaire de Fessenheim sont nombreuses (cf annexe A) et le risque nucléaire est plus élevé que jamais (cf annexe B). Qui plus est, alors que la construction du parc nucléaire français a coûté des sommes gigantesques (que EDF n'a pas encore fini de payer !), des dizaines de milliards d'euros sont à nouveau en jeu.

Prolongation des réacteurs : 20 milliards d'euros... et pas de débat public !

Il est intolérable que EDF et l'Etat aient décidé sans le moindre débat public d'investir 400 millions d'euros dans chaque réacteur nucléaire français pour lui permettre de continuer à fonctionner... tant bien que mal. Cette somme, multipliée par 58 réacteurs, amène à un total de plus de 20 milliards

d'euros.

Alors qu'un débat public est désormais exigé par la loi pour des investissements coûtant parfois moins d'un milliard, aucun débat public n'est prévu pour cet investissement gigantesque. Une fois de plus, le lobby nucléaire tente de passer en force... et sans que les citoyens ne soient avertis des enjeux.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" pose la question : quelles que soient leurs positions sur le nucléaire, les citoyens sont-ils vraiment d'accord pour que cet investissement gigantesque soit une fois de plus attribué à l'atome ? Ces 20 milliards d'euros seraient assurément plus utiles dans les plans d'économie d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" va saisir la Commission nationale du débat public pour demander que la question de ces 20 milliards d'euros soit mise en débat avec les citoyens.

ANNEXE A :

Pourquoi il faut fermer la centrale nucléaire de Fessenheim

Une centrale nucléaire est toujours dangereuse, même lorsqu'elle est toute neuve. Mais les risques augmentent avec le temps. A plusieurs reprises, une catastrophe nucléaire a été frôlée en France. Au lieu de continuer à compter sur la chance, il faut profiter de ce que les centrales nucléaires arrivent à 30 ans de fonctionnement pour les fermer au fur et à mesure.

Les centrales nucléaires subissent tous les dix ans des inspections approfondies (dites "visites décennales") qui sont censées permettre aux inspecteurs de la sûreté nucléaire de décréter si chaque réacteur est apte ou non à continuer à fonctionner.

Mais le Réseau "Sortir du nucléaire" dénonce des décisions favorables imposées à l'avance par EDF et par les autorités françaises. Ainsi :

- Depuis septembre 2003, EDF publie des comptes d'entreprise basés sur une durée de vie de ses réacteurs nucléaires de 40 ans.
- Le 13 novembre 2008, le directeur de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), M André-Claude Lacoste, a déclaré : "On peut imaginer que Fessenheim ne puisse plus continuer à fonctionner. Ça me paraît très improbable." (L'Alsace, 15 novembre 2008)

Il est clair que les dés sont pipés et que l'autorisation de continuer à fonctionner sera accordée malgré l'accumulation des incidents à Fessenheim et malgré de graves défauts déjà détectés (Voir en annexe B).

C'est donc aux citoyens de se mobiliser pour assurer leur sécurité, en imposant la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim puis de toutes celles qui arriveront à 30 ans de fonctionnement.

EDF ayant prévu d'investir 400 millions d'euros par réacteur prolongé, il est donc possible d'économiser ces sommes très importantes et de les investir dans les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables.

Annexe B - Risque nucléaire :

- Le vieillissement des installations nucléaires
- De graves situations accidentelles en France
- Le risque sismique : les falsifications d'EDF

Le vieillissement des installations nucléaires

Le quotidien Les Echos du 8 avril 2009 précise que "lors des dernières visites décennales, vers 1999, les cuves de réacteurs situés au Tricastin et à Fessenheim avaient présenté des défauts de revêtement." On a vraiment du mal à imaginer que, 10 ans plus tard, les cuves des réacteurs de Fessenheim se portent mieux.

Et pourtant les incidents plus ou moins graves se multiplient dans les centrales nucléaires, à tel point qu'il est impossible de les lister. Nous nous contenterons donc d'en rappeler quelques uns des plus récents, qui concernent les réacteurs de 900 MW de Fessenheim ou identiques à ceux de Fessenheim :

- "Le 18 février 2008, un tube d'un générateur de vapeur du réacteur n°2 de la centrale nucléaire de Fessenheim s'est fissuré à la suite d'une "anomalie de supportage", conduisant à une fuite du circuit primaire vers le circuit secondaire." (Communiqué de l'ASN, Paris, le 21 octobre 2008)
- "Soulagement à EDF : les deux assemblages de combustible nucléaire suspendus depuis un mois et demi au-dessus du coeur du réacteur n° 2 de la centrale du Tricastin (Vaucluse) ont été "sécurisés". Ils ne risquent plus de tomber et d'occasionner des fuites radioactives dans l'enceinte du site, voire au-delà." (Le Monde, 25 octobre 2008)
- "Un incident technique qualifié par la direction de la centrale de Gravelines d' "exceptionnel et de "délicat", est survenu lors du déchargement du combustible situé au coeur du réacteur n°1 (...) Une barre d'uranium de plusieurs centaines de kilos est suspendue dans la piscine avec le risque qu'elle se décroche et retombe sur les 156 barres similaires fixées au fond de la cuve du réacteur. Ce serait le pire des scénarios pour la centrale". (La Voix du Nord, 11 août 2009)

Par ailleurs, vous ne pouvez ignorer la dramatique dégradation des conditions de travail dans les centrales nucléaires EDF, avec en particulier un recours maximal à la sous-traitance, situation qui s'est traduite ces derniers mois par des grèves (pour la première fois dans le nucléaire français), mais aussi des suicides et tentatives de suicides :

- "La production nucléaire reste perturbée depuis six semaines par un conflit sur les salaires et l'embauche de prestataires extérieurs surnommés les "nomades du nucléaire", qui amène EDF à réquisitionner les grévistes, certains syndicats craignant pour la sécurité." (AFP, 18 juin 2009)
- "Trois salariés du site d'EDF à Chinon (Indre-et-Loire) se sont suicidés depuis août 2006" (Le Monde, 5 avril 2007) ;
- "La fédération CFTC de l'énergie a dénoncé mercredi dans un courrier à EDF un "harcèlement managérial" à l'origine, selon elle, d'une récente tentative de suicide dans la centrale nucléaire de Saint-Alban (Isère) (...) Ce salarié avait alerté à plusieurs reprises les syndicats pour dénoncer "le manque de moyens mis à sa disposition pour assurer la sécurité du site" (AFP, 1er octobre 2008)"

De graves situations accidentelles en France

EDF ne manque jamais de rappeler que, en 40 ans de nucléaire, aucune catastrophe ne s'est produite en France. Pour notre part, nous n'oublions pas que le pire a été frôlé à plusieurs reprises. Par exemple :

- deux fusions partielles du cœur à la centrale nucléaire de St-Laurent-les-Eaux (Loir-et-Cher) le 17 octobre 1969 et le 13 mars 1980.
- une catastrophe frôlée à St-Laurent (encore !) le 12 janvier 1987 : EDF n'avait pas pensé que la Loire puisse geler et que de fait la centrale soit... impossible à refroidir.
- un autre catastrophe frôlée le 27 décembre 1999 à la centrale nucléaire du Blayais (Gironde), gravement inondée. Les "responsables" d'EDF avaient calculé que l'eau de la Gironde ne pouvait pas passer par-dessus les digues de la centrale... mais elle est quand même passée.

Le risque sismique : les falsifications d'EDF

Par ailleurs, le Réseau "Sortir du nucléaire" a révélé que EDF a mis en place des actions de lobbying "au plus haut niveau" pour empêcher la prise en compte de données sismiques qui auraient entraîné de coûteux travaux de remis à niveau des centrales :

- "Ce débat serait sans doute resté confidentiel sans la publication par « Sortir du nucléaire » de courriers internes d'EDF, le 26 mai. Des ingénieurs d'EDF y formulaient clairement le souhait d'appliquer des références moins sévères que l'IRSN. Car les travaux de renforcement de certaines centrales pourraient coûter jusqu'à 1,9 milliard d'euros à l'entreprise." (Le Figaro, 27 juin 2003)
- "Sortir du nucléaire accuse EDF d'avoir "falsifié des données sismiques" (AFP, 24 juin 2003). Nous attendons encore d'être attaqués pour "diffamation" par EDF qui, il est vrai, aurait eu du mal à contester ses propres documents : "Sortir du nucléaire a mis la main sur des courriers électroniques et des notes internes à EDF qui vilipendent les nouvelles normes sismiques de l'autorité de sûreté, jugées trop sévères et trop coûteuses." (Le Point, 11 juillet 2003)